

revendiquer le statut d'assisté social. Ces couches sociales sont elles aussi victimes de la politique des monopoles (bien que n'étant pas directement confrontées à leur pratique), elles doivent prendre conscience de ce qu'est la véritable nature de l'Etat et de leurs véritables intérêts.

Nous avons distingué trois secteurs dans l'infrastructure productive, voyons maintenant comment se traduit l'évolution au niveau des couches sociales.

La bourgeoisie, pour rendre son industrie compétitive, doit moderniser son agriculture (l'intégrer) pour ne plus avoir à soutenir les prix sur les marchés, ce qui lui permettra, en « contenant » mieux les prix de mieux « contenir » les salaires, cette tendance étant d'ailleurs renforcée par le dégageant de main-d'œuvre rurale qui par son poids sur le marché du travail ne manquera pas de peser sur les salaires. Le soutien des prix et les aides n'ont servi qu'aux gros agriculteurs, le résultat pour les autres n'a été que l'endettement. Les diffuseurs du progrès quant à eux ont réservé leurs soins aux agriculteurs présumés « dynamiques ».

On peut distinguer :

a) Une bourgeoisie (I et II) formée d'exploitants employant un peu de main-d'œuvre. Ils profitent de l'exode rural pour augmenter leur propriété foncière. Gros adhérents des coopératives, ils imposent aux petits adhérents leurs décisions, ils exploitent d'autre part la main-d'œuvre salariée des coopératives. Ils utilisent leur mainmise sur les organisations syndicales pour demander des subventions à leur profit ;

b) Les exploitants moyens (S II surtout), s'endettent, la bourgeoisie se sert d'eux pour canaliser la colère paysanne (idéologie moderniste, C.N.J.A.) Souvent criblés de dettes, ils ont parfois montré (cf. Loire-Atlantique en mai), qu'ils sont prêts à participer à un mouvement populaire ;

c) Les exploitants en cours de prolétarianisation (S III). Ils produisent essentiellement pour nourrir leur famille et commercialisent les excédents pour obtenir un peu d'argent. Ils cherchent par ailleurs à s'employer chez d'autres exploitants ou dans les entreprises de leur région. Les mesures d'aide accordées jusqu'ici ne sauraient leur profiter (Pisani, Faure). Condamnés à la ruine, leur intérêt objectif se situe indéniablement du côté de la classe ouvrière. Ceux qui sont obligés de trouver un emploi sont de surcroît exploités au titre d'ouvrier. Comme ils sont obligés de trouver à tout prix du travail, on en profite pour les engager à bon compte. On voit aisément le rôle de cette couche dans l'unité paysans-ouvriers ;

d) Les ouvriers agricoles : Peu nombreux, isolés, inorganisés, ils sont faciles à exploiter. Il faut distinguer les ouvriers permanents menacés par le chômage qui seront remplacés par une machine dès que l'opération sera rentable. Ce travail sert parfois d'appoint à des paysans ruinés. Il faut distinguer d'autre part les travailleurs saisonniers employés dans les grosses exploitations pour les gros travaux. Surveillés, sous-payés, logés comme du bétail, ce sont sans doute les plus exploités de tous les travailleurs agricoles.

D'un point de vue général, la seule perspective qui s'offre au travailleur agricole, c'est la prolétarianisation sur place ou l'exode rural faisant de lui un ouvrier de l'industrie (80 %). Le transfert n'est pas condamnable en soi (dû à l'évolution des forces productives). Il faut cependant voir qu'il n'a lieu qu'au profit des capitalistes et que les formes qu'il revêt ne font qu'accentuer les différences de condition sociale. Ce sont principalement les jeunes qui quittent la terre (cf. les graphiques) ainsi, entre 1959 et 1964, 115.400 « moins de 30 ans » ont quitté l'agriculture contre 89.400 dans la tranche « 30-45 ans » et 43.600 dans les « plus de 46 ans » (partiellement dû d'ailleurs à la plus grande difficulté de reconversion et d'adaptation de ces couches d'âge). Parmi